

## Nur die Romandie und die beiden Basel sagten JA

Autor(en): Jacques Pilet  
Quelle: Basler Stadtbuch  
Jahr: 1992

<https://www.baslerstadtbuch.ch/.permalink/stadtbuch/81a23c27-32c5-4913-b257-8dbf617d9ec4>

### **Nutzungsbedingungen**

Die Online-Plattform [www.baslerstadtbuch.ch](http://www.baslerstadtbuch.ch) ist ein Angebot der Christoph Merian Stiftung. Die auf dieser Plattform veröffentlichten Dokumente stehen für nichtkommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung gratis zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrücke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger schriftlicher Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des vorherigen schriftlichen Einverständnisses der Christoph Merian Stiftung.

### **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Die Online-Plattform [baslerstadtbuch.ch](http://www.baslerstadtbuch.ch) ist ein Service public der Christoph Merian Stiftung.

<http://www.cms-basel.ch>

<https://www.baslerstadtbuch.ch>

## Romands et Bâlois ne doivent pas seulement plaider leur cause mais agir ensemble

Ceux qui, le 6 décembre, ont voté pour l'ouverture, pour une intégration solidaire dans le Vieux Continent, se tournent vers les cantons romands, vers les deux Bâle. Qu'allez-vous faire, qu'allons-nous faire? Le risque est grand de voir le débat s'enliser, de voir la classe politique, une fois de plus, se réfugier dans l'attentisme, laissant le haut du pavé aux partisans démagogiques de l'isolement. Dès lors, la responsabilité des Romands et des Bâlois est considérable.

Pour guider nos pas dans les mois qui viennent, nous devons garder à l'esprit trois évidences: la première, c'est que le retournement est possible, la victoire interne des forces de l'ouverture probable si nous savons nous battre. L'analyse politologique attentive des résultats chiffrés du 6 décembre fait apparaître qu'avec un faible déplacement de voix vers le oui (entre 2 et 5% des votants), le traité sur l'Espace Economique Européen aurait été approuvé par le peuple et les cantons. Le sentiment de ses partisans d'une défaite écrasante, dans la déception d'un dimanche soir, est trompeur. En quelques mois, en quelques semaines même, une part importante de l'opinion publique suisse alémanique bien peu préparée jusque là par ses dirigeants à un tel changement historique, a néanmoins basculé dans le camp des «oui». Cette mobilité, cette capacité de reviser l'ancienne conviction et de prendre la réalité en compte, laissent bien augurer d'un processus de mûrissement qui doit maintenant se poursuivre sur deux ou trois ans. Encore faut-il, pour un débat franc et clair, ne pas craindre de poser le problème dans sa crudité. Un repêchage du traité EEE paraît aléatoire, peu souhaitable à tous égards. Si nous revotons dans un ou deux ans, la Suisse devra renégocier

son adhésion à cette association. Et nous serons vraisemblablement amenés à faire de nouvelles concessions, dans le domaine agricole notamment, sans pour autant résoudre le casse-tête de la co-décision. Dépassons donc cette étape intermédiaire, et voyons comment, dans quel délai, nous pourrions nous associer pleinement à la Communauté Européenne, en en assumant les obligations, mais en prenant dignement notre part à l'élaboration des règles du jeu de demain.

Deuxième évidence: toutes celles et ceux qui partagent cette conviction doivent apprendre à mieux collaborer et doivent se montrer plus efficaces qu'ils l'ont été lors de la dernière campagne. Le rapprochement des gouvernements cantonaux romands et bâlois et à cet égard un élément-clé. Nous devons définir ensemble une stratégie. D'abord pour soutenir le Conseil fédéral dans sa volonté de maintenir notre demande de pourparlers en vue de l'adhésion avec la Communauté. Ensuite, pour convaincre inlassablement les parlementaires et l'opinion publique de la nécessité d'une telle intégration.

Mais il y a une troisième évidence qui nous apparaît de plus en plus clairement et dont nous n'avons pas encore assez parlé. Il ne suffit pas que les pro-Européens reprennent sempiternellement leur vieil argumentaire et le répètent sur tous les tons. La rhétorique atteint vite ses limites quand, face à elle, les réticences sont d'ordre affectif autant que rationnel. Pour faire apparaître ce changement de cap comme naturel, souhaitable, heureusement inéluctable, les mots ne suffiront pas, il faudra des actes.

Comment agir? Le resserrement des liens institutionnels, économiques et sociaux entre les cantons frontaliers et leurs proches partenaires



△  
Ermattet vom  
Abstimmungs-  
kampf –  
bleibt das Hoffen  
auf die Zukunft...

européens est évidemment prometteur. Cette frontière qui devient si absurde et pénalisante dans des villes comme Bâle ou Genève doit bien sûr être débordée à force d'imagination et de bonne volonté politique. Mais ne nous faisons pas d'illusions. Sans intégration de la Suisse dans la Communauté européenne, les régions transfrontalières resteront, malgré leur désir d'abolir les barrières, divisées par toutes sortes de lois et règlements, toutes sortes de disparités juridiques et économiques. On ne fait pas l'Europe des régions à la place de la Communauté. On a besoin de celle-ci pour réaliser celle-là.

Mais il y a d'autres chantiers qui nous attendent. Notre pays, confronté à la plus grave crise économique qu'il a connue depuis les années 30, doit inventer de nouveaux champs d'activités socio-économiques. L'industrie, si durement secouée, se maintiendra, mais elle n'emploiera

plus jamais le grand nombre de travailleurs d'autrefois. Le tertiaire commercial, en si forte progression ces dernières décennies, atteint lui aussi ses limites. Banques, assurances, sociétés commerciales ont certes devant elles un bel avenir, mais là encore, ce secteur ne suffira pas à fournir tous les emplois que chercheront nos enfants.

Trois domaines pourtant paraissent offrir des perspectives de développement réjouissantes: le tourisme, la communication, la formation. Tous trois exigent une ouverture européenne et mondiale. Tous trois peuvent être renforcés, dès aujourd'hui, sans attendre les avantages que nous dispensera ultérieurement notre appartenance à la Communauté européenne. Ne nous attardons pas ici sur le tourisme qui doit être revitalisé, revalorisé aux yeux des jeunes générations en quête d'emplois, réinventé à la fois

dans son marketing international et l'offre à la clientèle. Le secteur de la communication (édition, publicité, cinéma et télévision, etc...), est encore embryonnaire à l'échelle internationale. Pourtant, les Suisses ont beaucoup d'atouts pour offrir à l'Europe une plateforme pluriculturelle et compétente au moment où tant de messages cherchent à mieux passer les frontières. Mais ici, j'aimerais insister principalement sur le défi de la formation.

Les cantons romands avec leurs quatre universités, leur école polytechnique et leurs nombreux technicums, ainsi que les deux Bâle avec ses prestigieuses institutions universitaires et ses centres de recherches privés ont tous les atouts pour développer une véritable industrie du savoir, dirigée non seulement sur les besoins nationaux, mais offrant ses filières de formation aux jeunes, de plus en plus nombreux, qui souhaitent acquérir des connaissances hors de chez eux. Qu'ils proviennent d'Europe, des pays de l'Est, d'Amérique, d'Asie ou d'Afrique.

Il ne suffit pas d'éviter la marginalisation par rapport aux programmes de formation aux Européens. Nous devons avoir l'ambition de placer notre pays au centre de nouveaux réseaux à inventer. Améliorer ce qui existe ne suffit plus, il faut créer des outils nouveaux.

Prenons l'exemple de l'apprentissage linguistique. La Suisse pourrait facilement mettre sur pied des écoles publiques ou privées, postulant le bilinguisme ou le plurilinguisme dès le plus jeune âge. Elles seraient ouvertes aux Suisses comme aux étrangers qui recherchent une telle ouverture en dehors de toute hégémonie de telle ou telle grande culture. A quelques kilomètres de Bâle, le lycée franco-allemand de Freiburg offre aux adolescents la possibilité de passer le

bac français et l'abitur allemande en trois ans, avec des connaissances approfondies des deux langues et des deux cultures. Pourquoi ne pas reprendre, développer et améliorer cette idée dans les établissements bâlois, vaudois ou genevois? Pourquoi ne pas offrir cette chance à tous les jeunes Européens, dans les meilleures conditions hôtelières et pédagogiques?

Au niveau universitaire, les cantons romands pourraient, en association avec Bâle, créer des filières de formation pluriculturelles adaptées aux nécessités d'aujourd'hui. Sans craindre de les «vendre» à nos voisins dans une approche commerciale à l'image de ce que font les universités privées américaines. Mais pour cela, bien sûr, il faut que les vénérables académies, souvent prisonnières de leurs traditions et de leur esprit de chapelle, apprennent à travailler ensemble, quitte à partager une part de leur autonomie, qu'elles acceptent aussi de créer des instituts mixtes, publics et privés tout à la fois.

La dynamique européenne, qu'elle évolue dans le sens constructif que l'on souhaite ou qu'elle aborde des heures difficiles, entraîne dans tous les cas un changement d'échelle. Si la Suisse prend du retard dans son intégration, chaque canton, isolément, ne pourra compenser les effets fâcheux de cette mise à l'écart. Notre seule chance est de constituer un pôle de progrès et d'ouverture articulé à partir de l'arête jurassienne, de Bâle à Genève. Pour que celui-ci devienne réalité, il ne suffit pas d'en répéter cent fois la nécessité: il faut, dès aujourd'hui, commencer à travailler ensemble. Avec des objectifs concrets et immédiats en attendant que se réalise le grand dessein que nous souhaitons à notre pays pour la fin du siècle.